

M. Rynard: Monsieur le président, nous reconnaissons tous, je crois, l'importance du cultivateur dans notre pays. En scrutant l'avenir, on entrevoit une explosion démographique: en l'an 2000 notre population aura doublé. Déjà aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale n'a ni la qualité ni la quantité requises; et dans bien des cas, c'est surtout la qualité qui laisse à désirer. Au Canada, en 1900, un homme produisait assez d'aliments pour en nourrir un autre. Aujourd'hui, le cultivateur produit de quoi pour nourrir environ 40 personnes. Si je le signale, c'est pour montrer à quel point la productivité du secteur agricole s'est accrue au Canada.

Au fil des années, l'agriculture canadienne s'est améliorée au point où nous avons exporté plus de produits que nous n'en avons importé. C'est vrai surtout de certaines catégories d'aliments. Nos céréales sont en demande dans bien des pays où on en aurait manqué n'eussent été des greniers du Canada où l'on produit des céréales à meilleur compte que partout ailleurs au monde sauf aux États-Unis. L'agriculture de 1900 est passée de la lieuse et de la moissonneuse à la gigantesque moissonneuse-batteuse d'aujourd'hui qui fauche et bat à la fois. Des champs, les céréales vont aux éleveurs où elles sont entreposées avant d'être expédiées. Dans ce seul domaine, nous avons réussi à atteindre tout près du milliard de dollars d'exportations. Cela montre bien l'importance du secteur agricole.

Des fermes laitières canadiennes, on expédie des bestiaux dans un grand nombre de pays. Nos bestiaux se trouvent au Japon, en Australie, au Mexique, en Amérique du Sud, en Italie, dans presque n'importe quel pays du monde. Le cultivateur canadien mérite des félicitations pour le travail qu'il a accompli dans le domaine de l'élevage. Je suis heureux de savoir qu'on ait reporté l'article sur le troupeau de base, car le cultivateur qui pouvait constituer un tel troupeau, en a tiré de très grands avantages. De ces troupeaux proviennent les bestiaux d'exportation. Je suis certain que le ministre sait qu'un grand nombre avaient atteint une excellente qualité si bien que du bétail reproducteur était expédié dans le monde entier. Quand ces bestiaux n'étaient pas exportés ils étaient utilisés pour améliorer la race au Canada. Par conséquent, nous avons des vaches Holstein qui produisent annuellement plus de 17,000 ou de 20,000 livres de matière grasse alors que la moyenne mondiale est d'environ 6,000 livres. C'est un exemple de la tâche extraordinaire accomplie par le cultivateur canadien.

Je pense à une ferme très florissante qu'exploite aujourd'hui les fils du fondateur. Le troupeau de base a été formé au moment de la vente du cheptel de Mont-Victoria tout près de Montréal. Ceux qui s'y connaissent en élevage se rappelleront qu'un des pères de ce troupeau était l'Empereur de Mont-Victoria et que l'autre était Marksman, issu de ce troupeau; ces deux animaux ont laissé leur marque sur tout le troupeau Holstein non seulement du Canada mais aussi des États-Unis. La même chose peut s'appliquer aux bovins de boucherie, et je regrette beaucoup que le nouveau bill, s'il est adopté, ne prévoie pas de procédures semblables qui permettent à un jeune homme de se constituer un troupeau de base comme la génération précédente a pu le faire.

Pour m'exprimer plus clairement, lorsque quelqu'un se constitue un troupeau de base, il achète son bétail et peut y ajouter d'autres animaux de temps en temps. S'il doit emprunter, il paie de l'intérêt. S'il a gagné cet argent, il paie de l'impôt. Il paie de toute façon de l'impôt sur son

investissement et l'État ne peut donc avoir la chèvre et le chou.

Une fois le troupeau constitué et productif, l'agriculteur en améliorera l'espèce en sachant qu'il touchera un prix plus élevé pour ses bestiaux s'ils sont plus attrayants et s'ils produisent davantage. C'est un stimulant pour l'éleveur d'animaux de race. Prenez l'entreprise Purina, l'une des plus importantes sociétés d'aliments pour bestiaux du continent nord-américain. Elle a créé un troupeau avec des animaux améliorés par le croisement. La production de matière grasse est passée de quelque 8,000 à plus de 14,000 ou 15,000, si ma mémoire est fidèle. La valeur de tous ces animaux a augmenté avec les années.

Je veux féliciter le ministre et le secrétaire parlementaire de reporter cette question du troupeau de base. Il est intéressant de remarquer qu'aux premiers jours du budget, nous avons l'impression, et cela a été bien précisé dans tout le pays, que l'impôt sur les biens transmis par décès serait aboli avec l'entrée en vigueur de l'impôt sur les gains en capital, qui devait le remplacer. Maintenant on semble exprimer des réserves quant à ce principe et le gouvernement répète qu'il percevra l'impôt si quatre provinces y souscrivent. C'est comme s'il disait à des enfants: venez chercher des bonbons, vous n'avez qu'à venir jusqu'à nous. Je soutiens que cet article du bill doit être laissé de côté en attendant que le gouvernement ait consulté les provinces et appris ce qu'elles vont faire, sans quoi, que se passera-t-il? Une province sera imposée davantage qu'une autre et nous aurons le même méli-mélo qu'on reprochait à l'ancien impôt sur le revenu et si cela ne se termine pas par l'embrouillamini le plus inouï, je me trompe.

On abandonne de plus en plus d'entreprises agricoles au Canada. Le secrétaire parlementaire le sait, j'en suis certain. On demande au gouvernement si son objectif est de chasser le cultivateur de la terre et de le remplacer par les grosses entreprises alimentaires et les magasins à succursales. Ce serait une magnifique combinaison, n'est-ce pas, les prix étant fixés au chiffre nécessaire, quel qu'il soit, pour leur permettre de réaliser un bénéfice sur les ventes. A mon avis, dans bien des cas nous devrions nous efforcer de conserver les cultivateurs, de les encourager à rester sur leurs terres et à y élever leurs familles. Je crois que ce serait très avantageux pour tous les Canadiens qu'on accepte le principe de subventionner les petites entreprises agricoles jusqu'à un certain taux de production sur leur bétail, leurs porcs, leurs moutons et leur autre cheptel, afin que le cultivateur reste sur ses terres et y élève sa famille. Ce serait très souhaitable du point de vue social, compte tenu des 600,000 chômeurs actuels au pays. Le petit cultivateur pourrait alors subvenir aux besoins de sa famille dans une ferme, au lieu de devoir l'abandonner et venir gonfler les statistiques du chômage dans une ville.

• (3:20 p.m.)

Si vous me demandez pourquoi tant de garçons et filles quittent les exploitations agricoles aujourd'hui, la réponse est tout à fait évidente. Dans leur enfance, ils ont vu leurs parents travailler et faire des efforts pour joindre les deux bouts, tandis que dans les villes les gens sont bien habillés et ont tous les avantages matériels. Aussi, rien d'étonnant à ce que les jeunes s'en aillent lorsque l'occasion se présente, surtout lorsque le gouvernement supprime les stimulants nécessaires à l'industrie agricole d'aujourd'hui.